

**L'INVITÉ**



# / Guy Burgel

**Géographe urbain, formé à la philosophie marxiste, spécialiste de la Grèce dès les années 1960, analyste de la ville soviétique, Guy Burgel ne s'est jamais enfermé dans les frontières de l'Hexagone. Ce qui ne l'empêche d'avoir des idées précises sur la réforme territoriale et le devenir du Grand Paris. Et d'aimer les villes qu'on embrasse d'un seul regard.**

## Où êtes-vous né ?

**Guy Burgel** / Je suis né à Paris, en avril 1939. Mais, en fait, je suis un enfant de la guerre et j'ai passé mon enfance et mon adolescence en province, je ne suis devenu parisien qu'à mon arrivée en hypokhâgne au lycée Louis-Le-Grand en 1956. Mon père, libre penseur, était d'origine juive, issu d'une famille alsacienne fixée en Tunisie, après 1870. Ingénieur agronome de formation, il s'installe en France dans les années 1930. Il avait déjà une cinquantaine d'années lorsqu'il a épousé ma mère, qui était encore une jeune femme parisienne, de vieille souche rurale. Ce fut un mariage hors normes, très romantique. Si je n'ai jamais ressenti ces racines juives d'un père non pratiquant, je ne les renie pas non plus. J'ai eu une enfance heureuse, bien qu'elle ait consisté, du fait de la guerre, en une pérégrination provinciale, qui s'est ancrée dans le Dauphiné où j'ai vécu dans un environnement rural jusqu'à l'âge de sept ans. C'était à côté de Lyon, près de Crémieu, dans une petite maison familiale sans confort où je n'avais pas conscience de ce qui se passait dans le pays. Ma deuxième enfance, je l'ai passée à Bordeaux où ma famille s'était installée. J'y ai donc vécu de 1947 à 1956 et j'ai fait mes études secondaires au lycée Montaigne, dans ce milieu de la petite bourgeoisie provinciale. Le maire de la ville était alors Jacques Chaban-Delmas.

À Bordeaux, la première personne qui m'ait vraiment impressionné fut Pierre Fougeyrollas<sup>1</sup>. Il était à la fois un professeur de philo très brillant et le secrétaire fédéral du Parti communiste français (PCF) en Gironde. Même si je n'ai jamais été inscrit au PCF, il a déterminé mon engagement comme membre de l'Union des étudiants communistes (UEC) au début des années 1960. Pierre Fougeyrollas marquait les esprits (il a terminé sa carrière à la Sorbonne). Il ne m'a pas endoctriné, mais il m'a certainement ouvert à des horizons que j'ignorais. D'autant plus que j'avais été élevé dans un catholicisme strict, avec une autre influence forte, celle de mon aumônier, Paul-Joseph-Marie Gouyon, qui deviendra archevêque et cardinal de Rennes. J'ai ainsi vécu mes années d'adolescence dans un heurt entre deux cultures, entre cette imbibition chrétienne et l'ouverture intellectuelle sur le marxisme. Car il s'agissait finalement beaucoup plus de marxisme que de communisme. Pierre Fougeyrollas nous expliquait comment fonctionnait la société, avec évidemment des orientations très dures.

## Une adolescence entre deux cultures : l'imbibition chrétienne et l'ouverture sur le marxisme

J'étais bon élève, et je me souviens de la cérémonie annuelle de remise des Prix, que l'on n'aurait ratée pour rien au monde. Dans ces années 1950, elle se déroulait au Grand théâtre. C'était très solennel, en la présence de Jacques Chaban-Delmas, du général commandant la place, de l'archevêque. Tout l'aréopage était réuni sur la scène, on montait par les bas-côtés et on redescendait chargé de livres sous les applaudissements de la foule par un plan incliné central. Mais c'était toujours la compétition pour le prix d'excellence. Et lorsque j'ai su que celui que je considérais comme mon grand rival allait faire maths élem, j'ai dit que j'allais faire philo ! Le proviseur de Montaigne a convoqué mes parents pour essayer de me dissuader, mais j'ai tenu bon ! L'idée était de faire une grande école. Et quand on est littéraire, il n'y a que Normale sup. J'avais alors seize ans et j'ai décidé de faire le grand saut en rejoignant hypokhâgne à Louis-le-Grand.

## Mais comment passez-vous de la philosophie à la géographie ?

**G. B.** / En 1959, j'entre donc à Ulm comme « philosophe », toujours sous l'influence de Fougeyrollas. Normale Sup était dirigée par le grand philosophe hégélien Jean Hyppolyte, qui recevait un par un les « conscrits » et ■■■

Ancienne usine Novacel à Alizay (Eure)







Athènes vue de la colline du Lycabette

■ tentait de les dissuader, moi le premier, de faire philo. J'ai donc opté pour l'histoire, qui me semblait le champ le plus proche. Marcel Roncayolo était alors « caïman » (répétiteur) de géographie, lui qui se sent d'ailleurs plus historien que géographe, alors qu'il n'y avait pas de tradition de géographie à l'ENS. Comme Fougeyrollas, Roncayolo m'a marqué par sa forte personnalité et par sa façon de voir les choses, en tendances lourdes et en événements, toujours localisés. Assez rapidement, il m'a converti à la géographie.

En 1962, j'ai préparé un diplôme d'études supérieures (DES) – équivalent de l'actuel master – sur les personnels des nouveaux établissements industriels du département de l'Eure. Pourquoi l'Eure ? Parce que la décentralisation industrielle en Normandie, dans le Beauvaisis, dans l'Orléanais... commençait à se savoir. Parce que c'était proche. Et mon premier salaire, avec l'aide de mes parents, était passé dans l'achat d'une 2 CV ! L'originalité de ce diplôme, je la dois à Roncayolo qui m'avait poussé à m'intéresser aux personnels, à aller dans les établissements, à demander le fichier des employés, à faire des sondages au lieu de me consacrer à une géographie classique. Ces paysans du Neubourg qui sortaient de la ferme trouvaient que les grands ensembles de la Madeleine à Evreux, ceux qui ont fait couler tant d'encre pendant les émeutes de 2005, étaient formidables. Ces gens m'ont raconté leur

vie, ce qui m'a également beaucoup marqué. Et, en 1963, j'ai obtenu l'agrégation de géographie.

### Et votre premier voyage en Grèce ?

**G. B. /** J'essaie un premier pèlerinage en 1957, avec des copains, mais je tombe malade en Yougoslavie et je suis rapatrié en France. La bonne tentative fut en 1959, après mon intégration à l'ENS : une visite à l'École française d'Athènes me fait renoncer à une vocation d'archéologue ! Récidive en 1962, quand je postule à une bourse André Siegfried. On disait alors qu'en Grèce il se passait des choses, notamment l'industrialisation autour d'Athènes. Je me suis dit qu'avec mon expérience du département de l'Eure, ce serait intéressant. Je propose donc un projet, qui est accepté, mais reporté, car je devais préparer l'agrégation. Après les résultats, le président de jury, Pierre George<sup>2</sup>, me reçoit et me demande si je veux toujours aller en Grèce. Il me dit aussi qu'il a mieux que la bourse André Siegfried : un de ses élèves, Bernard Kayser<sup>3</sup>, après une thèse très rapide, avait été élu professeur à Toulouse et était parti à Athènes. Il occupait depuis 1961 un poste au Centre des sciences sociales, une création de l'UNESCO dans ce pays assez désolé sur le plan universitaire, où le ministère des Affaires étrangères français finançait un chercheur. Mais si Kayser ne rentrait pas en France, il perdait son poste universitaire. Il cherchait donc

quelqu'un pour le remplacer et finir l'œuvre qu'il avait commencée, notamment un atlas de Grèce. J'étais marié, ma femme était agrégative de russe, nous avons hésité. Nous sommes finalement partis, et nous nous retrouvons à Athènes en 1963. J'avais alors 24 ans, et l'expérience athénienne a duré jusqu'en 1966. Elle a été importante pour trois raisons. La première, c'est que j'y occupe un poste de responsabilité, je dois diriger des équipes franco-helléniques dont certains membres ont le double de mon âge, notamment un cartographe de l'IGN, et travailler avec différentes institutions grecques qui ne s'entendent pas vraiment entre elles. La deuxième raison, c'est que je vais être amené à connaître un pays qui n'est pas le mien mieux que mon propre pays. Mais j'ai toujours porté un regard un peu décalé sur cette réalité qui m'était étrangère. Quand je reviendrai en France, j'aurai à peu près le même écart et le même recul vis-à-vis de mon pays : il faudra que je le réapprenne. La troisième raison, c'est que, dans ce Centre des sciences sociales, je côtoie des collègues dont la plupart ont été formés dans des universités américaines. Les premiers contacts que j'ai avec l'École de Chicago, c'est à travers une sociologue grecque qui revient des États-Unis.

### Et vous parliez la langue grecque ?

**G. B. /** Comme tout khâgneux, je pratiquais le grec ancien. Je ne dis pas que j'étais fort en discours grec, mais cette base m'a été utile ! À l'été 1964, huit mois après mon arrivée, nous avons fait, avec ma femme, une grosse monographie sur un village crétois, Pobia – enquête d'ailleurs refaite vingt ans après. Nous avons tout inventorié, avec des moyens assez considérables : l'argent de l'UNESCO coulait à flots. J'ai donc pu financer une équipe de jeunes Grecs, interprètes et enquêteurs : nous sommes partis une vingtaine dans ce village, c'était une véritable expédition, un peu coloniale. Nous y sommes restés un mois pour essayer de comprendre la mutation de la campagne grecque.

### Quelle était la situation de la Grèce dans les années 1960 ?

**G. B. /** L'histoire a peut-être un sens, mais je ne crois pas beaucoup au sens de l'histoire. Je crois aux « moments » de l'histoire. Nous étions à un moment où la Grèce, notamment rurale, était au seuil de la modernité. Les premiers tracteurs arrivaient, la Banque agricole distribuait des semences, il y avait une aide internationale. Et cette agriculture méditerranéenne traditionnelle, micro-fundiaire, a basculé dans quelque chose qui n'était pas encore de l'agriculture spéculative, mais qui y ressemblait. Je réaliserai plus tard que cela permettait de comprendre comment naissent les inégalités. On avait une société grecque, en majorité médiocre et égalitaire. Lorsqu'il y a innovation, notamment agricole, avec introduction de nouvelles techniques, ce qui est micro-inégalité devient grande inégalité sociale. Par exemple, dans l'agriculture traditionnelle, les petits louaient leurs bras aux plus gros au moment des labours ou des récoltes. À partir du moment où le gros, favorisé par la Banque agricole, peut avoir un tracteur, le petit n'a plus de travail, alors que le gros s'enrichit en louant son tracteur.

**L'histoire a peut-être un sens, mais je ne crois pas beaucoup au sens de l'histoire. Je crois aux « moments » de l'histoire**

C'est là aussi que va naître ma vocation de géographe urbain. Athènes était une grande ville à l'époque. Deux millions d'habitants pour neuf millions dans l'ensemble du pays. Et j'ai fait ce pari fou de dire que si on ne connaît rien d'Athènes, on peut tout découvrir à travers un échantillon de population. Mais comment faire un échantillon sur deux millions d'habitants ? Je me suis alors souvenu de l'Eure. J'ai fait une cartographie des établissements industriels, j'en ai sélectionné une centaine, je m'y suis rendu et j'ai recueilli des récits de vie d'industriels et d'entreprises.

En même temps, je consultai les fichiers des personnels, élaborai un questionnaire détaillé, soumis à leur domicile à 3 000 salariés sélectionnés, vous imaginez ! Notre équipe y a passé deux ans. Mais comment inventorier et découvrir les grandes tendances d'une agglomération à partir de 3 000 questionnaires ? Finalement, nous y sommes arrivés en articulant le micro et le macro pour essayer de comprendre les logiques à l'œuvre. Mais le seul organisme capable de traiter cet énorme matériau était la Sécurité sociale grecque. J'ai donc passé mon temps à y transporter des cartons de fiches perforées qui passaient dans les trieuses. Cela devait aboutir à la production de *La Condition industrielle à Athènes (1970-1972)*.

En novembre 1966, à 27 ans, j'ai dû quitter la Grèce pour revenir faire mon service militaire en France. Je fais donc mes classes d'officier-élève à la caserne Lépici à Montpellier, avec l'idée de repartir en Grèce au service de l'attaché militaire à l'ambassade d'Athènes. Le 21 avril 1967, je suis en permission à Bruxelles, où je dois rencontrer le président du Centre des sciences sociales d'Athènes, qui m'avait accueilli. Le coup d'État des colonels évidemment bouleverse tous les plans. Plus question de suivre l'attaché militaire, je me retrouve sous-lieutenant d'infanterie à Beauvais, puis à Soissons. Mais j'étais très inquiet au sujet de mon travail resté inachevé en Grèce et, comme je n'avais pas renié mes attachements communistes, je me demandais si j'allais un jour retourner dans un pays soumis à la dictature militaire.

### Vous retournerez en Grèce ?

**G. B. /** Oui, à l'instigation de Jean Dresch<sup>4</sup>, autre grand communiste et grand géographe qui m'a fondamentalement marqué. Il m'avait d'ailleurs parrainé à Normale Sup. Il m'a dit que si on ne devait faire de la géographie que dans les pays démocratiques, on n'en ferait pas ! Pour lui, ma mission était, une fois mon service militaire terminé, de retourner en Grèce pour y achever ma thèse. Ce fut fait en 1974 (quelques semaines avant le retour de la démocratie !). Ensuite, je n'ai jamais cessé de fréquenter la Grèce pour des séjours de courte durée.

### C'est par l'intermédiaire de Jean Dresch que vous avez étudié la ville soviétique ?

**G. B. /** La ville communiste des années 1960 me fascinait. Jean Dresch était membre associé de l'Académie des sciences de l'Union soviétique. Il avait fait des échanges avec l'académicien Mikhaïl Mikhaïlovitch Guerassimov sur Alpes-Caucase. Ils avaient étudié les formes glaciaires. Quant à Madame Guerassimov, elle étudiait la marmotte. ■■■





©Anatoly Sergeev-Vasiliev/Rita Novosti

### Logement dans le quartier Kuntsevo à Moscou (1971)

■ Ils pouvaient ainsi comparer les mœurs des marmottes de Briançon et de celles du Caucase. C'est évidemment différent pour la ville ! Mais nous avons, avec Galia, ma femme, initié un programme sur « la ville soviétique avant la perestroïka » (*Villes en Parallèle*, 1998). Notre première mission en Union soviétique a eu lieu en 1972, avec des contacts très intenses jusqu'en 1981, où, prenant la défense de « refuzniks », nous sommes interdits de séjour en URSS. Nous ne retournerons en Russie qu'en 1991, à la fin de la période de Gorbatchev.

La grande question demeure : la ville soviétique est-elle une ville sans classe ? Les urbanistes, les géographes, russes prétendaient que oui. Mais jamais nous n'avons été autorisés à faire des études et des comparaisons entre les populations. Ce n'est évidemment pas une société sans classe. Mais la ville soviétique est très différente de la ville d'Europe occidentale. Pour deux raisons.

La première, c'est que les densités dans le grand Moscou restent encore à l'inverse des densités parisiennes. À Paris, nos densités relèvent plutôt de la loi de Gauss, elles sont plus fortes au centre qu'à la périphérie. En Russie, on a plutôt des villes « chameau », des villes à deux bosses. Dans la crainte d'une bourgeoisie centrale, Staline vide le centre de Moscou – sur une superficie correspondant à celle de Paris *intra muros* – et le transforme en ville de la *nomenklatura*, avec des administrations et des résidences pour les représentants des hautes sphères politiques. Mais les grands ensembles d'habitat sont périphériques, d'où les fortes densités dans ce qui serait chez nous la première couronne. Nous avons donc des formes urbaines différentes, mais pour des raisons idéologiques.

Et les attributions de logements étaient très normées, sauf pour les 5% de population que représentait la *nomenklatura*. Pour les 95% restants, qu'il s'agisse d'ingénieurs, de professeurs de lycée ou d'ouvriers qualifiés, tout était distribué en fonction de critères démographiques. Il est vrai que la composition du peuplement des logements était plus mixte que chez nous. Nous avons constaté tout

cela par des biais. Du coup je n'ai pas été trop déçu : l'hypothèse de la ville sans classe était fautive, mais nous avons tout de même obtenu des résultats.

La ville russe est un bon laboratoire. Elle représente 70 ans d'application d'une théorie fautive. Il y a bien un urbanisme soviétique. Des villes nouvelles jusqu'à 1 million d'habitants étaient construites selon le modèle fonctionnaliste des trois zones : travail, logement, récréation. On ne faisait pas de demi-mesures. Et s'ajoute une nouvelle question : que se passe-t-il quand, dans un changement brutal, on privatise du collectif ?

### Quelle est votre vision de la Grèce contemporaine ?

**G. B. /** Je ferai une remarque initiale : comment fonctionne une société ? Il y a des sociétés d'État, comme la France, et des sociétés sociétales. La Grèce est sociétale, ce dont j'étais très admiratif, d'où le titre de la réédition de ma thèse, *Le Miracle athénien au XX<sup>e</sup> siècle* (2002). Depuis 1830, toute la Grèce fonctionne grâce des mécanismes sociétaux qui se substituent à l'État. La crise du logement en France, après la guerre, a été résolue quand la machine d'État s'est mise à construire en masse et, vingt ans plus tard, on avait 500 000 nouveaux logements par an (*Pour mémoire*, 2014). On aime ou on n'aime pas leur architecture, mais c'est une autre histoire. Vu l'état économique de la Grèce dans les années 1950, le rythme très accéléré de la croissance urbaine – Athènes compte un million d'habitants dans les années 1950 et trois millions trente

ans après – dans un pays qui n'a pas de croissance démographique forte, le malthusianisme des Grecs étant assez historique, il y avait tout pour que se développe la bidonvilisation, comme à Istanbul ou à Ankara. Cela

n'a pas eu lieu parce que la société a pris son destin en main par des mécanismes familiaux d'échange, de rente foncière, de capital financier et de force de travail, l'État se contentant d'élever le coefficient d'occupation des sols, en donnant le droit de surélever de plusieurs niveaux les quartiers existants. Le propriétaire d'une petite maison d'un seul niveau peut s'entendre avec un architecte et une entreprise de construction pour la transformer en un immeuble de quatre étages. Il peut ainsi loger sa famille, vivre plus confortablement lui-même, doter sa fille ou vendre ses parts de la nouvelle construction. C'est identique pour l'éducation et la santé. La carence des pouvoirs publics est palliée par des initiatives à la fois familiales et individuelles, dont la somme finit par ne pas être nulle. Mais on arrive assez rapidement à une crise du système, qui se bloque parce que l'on densifie la ville sans préserver l'espace public, en même temps que le système de transport reste notoirement insuffisant. La société s'est globalement enrichie, mais l'État ne s'est pas constitué, et les déficiences, pour ne pas dire les déficits, de la chose publique sont apparues dans une grande ampleur. Alors qu'en France, quasiment depuis les rois, nous vivons sur cette idée que l'État organise – les fameux pouvoirs régaliens – et que la société suit, contrainte ou résistante.

Il y a aussi une autre explication : stratégiquement, depuis la Seconde Guerre mondiale, la Grèce est un tout petit

pays mais un pivot de l'Occident. Lors des accords de Yalta, on ne savait pas trop de quel côté la Grèce devait basculer, et les maquis communistes contre l'occupation nazie avaient conquis la quasi-totalité du pays en 1945. Churchill décide alors d'intervenir. Et il y a une guerre civile terrible, qui va laisser des traces durables. Jusqu'à la chute du Mur de Berlin en 1989, la Grèce occupe sur l'échiquier méditerranéen et mondial une position stratégique importante. La 6<sup>e</sup> flotte américaine s'y ravitaille. Un plan Marshall y est mis en œuvre après la guerre civile, et une aide importante reprend après le retour à la démocratie en 1974. On dit maintenant que les Grecs ont trompé l'Europe. En fait, ils ont profité d'un avantage géostratégique. Cette conjonction d'une situation internationale et de mécanismes sociétaux explique à la fois l'euphorie économique et l'expansion sociale.

Mais, déjà dans les années 1990, on sent que le système grec est défaillant. Pour plusieurs raisons. La chute du Mur de Berlin veut dire que le monnayage de la situation géostratégique du pays prend fin. L'Albanie est devenue fréquentable, la Bulgarie et la Roumanie aussi, il va même falloir aider ces pays à réduire leurs inégalités économiques et sociales. La carte géopolitique tombe. Je dirais même que, sans qu'on en ait conscience à l'époque, elle se retourne. Les entreprises grecques, qui avaient industrialisé le pays avec l'aide des capitaux internationaux et de l'ingéniosité nationale, se disent qu'il est préférable de se délocaliser dans les pays voisins pour payer la main-d'œuvre trois fois moins cher.

Deuxième raison, qui concerne l'urbanisme. Peut-on construire une ville sans bidonville ? Et, comme dirait Hassan Fathy, un urbanisme sans urbaniste ? La réponse est oui ! On peut passer d'un million à trois millions d'habitant sans bidonvilles, ou presque pas. Moins qu'en France en tout cas, moins qu'à Nanterre dans les années 1970, à côté de l'université. Mais la Grèce connaît rapidement l'échec de la chose publique. Rien ne fonctionne plus. Athènes devient une espèce de chaos urbain ingérable. Un nuage toxique couvre la ville. Et le boom touristique fait que ce qui frappait les grandes villes se reproduit dans les zones insulaires fragiles. Il y a aussi des incendies périurbains, catastrophiques par manque de sécurité civile.

Arrive alors l'épisode des jeux Olympiques de 2004, dont la préparation commence huit ans avant, en 1996. Les jeux Olympiques ont eu un versant positif et un versant négatif. Le positif, c'est la réalisation des nouvelles infrastructures publiques qu'on avait différées depuis longtemps : aéroport, métro, tramway. C'est l'effet catalyseur, avec son butoir : il faut être prêt à temps. Cela donne à cette société grecque une perspective qu'elle n'avait pas.

L'aspect négatif, c'est que cela retarde les prises de conscience. La société grecque commençait à réaliser que son fonctionnement depuis 150 ans avait certes porté ses fruits à une époque, mais qu'il n'en allait plus ainsi. Il fallait changer, il fallait créer un État ! Or on a eu une espèce de gouvernance d'État pour la réalisation des infrastructures nécessaires à la tenue des jeux Olympiques : des unions brutales entre la superstructure de l'État au niveau le plus institutionnel et de grandes sociétés de travaux publics. Donc ça passe ou ça casse ! Avec tout ce que cela implique de corruption.

Les jeux Olympiques ne sont pas le gouffre financier que l'on a décrit. De grands projets envisagés depuis des décennies ont été débloqués, avec toutefois l'apprentissage de ce qu'il y a de plus mauvais dans le fonctionnement de l'État, c'est-à-dire la corruption à haut niveau et le non-droit. C'était le prix à payer. Vous imaginez bien le réveil en 2004, il est catastrophique, quand la crise financière internationale s'installe. C'est donc la fin ■■■

## BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

■ **La Ville soviétique avant la pérestroïka, «Villes en parallèle»**  
n° 26-27, Université Paris 10 Nanterre,

Laboratoire de géographie urbaine, 1998



■ **Le Miracle athénien au XX<sup>e</sup> siècle,**

CNRS Éditions, 2002



■ **La Revanche des villes,**

Hachette, 2006



■ **Université, une misère française,**

Hachette, 2006



■ **Paris meurt-il ?**

Perrin, 2008



■ **Pour la ville,**

Créaphis, 2012



■ **La Ville contemporaine après 1945,**

Points, 2012

(éd. originale Seuil, 2003)



■ **Géographie urbaine (avec Alexandre Grondeau),**

Hachette, 2015



■ **Essais critiques sur la ville**

(sous la dir. de), Infolio, 2015



■ d'un système sociétal sans la création d'un système étatique. En France, nous suivons plutôt le parcours inverse, avec un système étatique qui perd de sa force, mais nous finissons par nous rencontrer à mi-course !

### Comment analysez-vous les réactions de la société grecque à la crise brutale des dernières années ?

**G. B. /** Incontestablement, l'ingéniosité et les mécanismes familiaux ont joué. Mais l'expatriation apparaît d'autant plus douloureuse et mutilante que, contrairement à celle des ouvriers en Allemagne dans les années 1960-1970, elle touche une jeunesse diplômée. S'il y a eu un effort sociétal important dans cette Grèce que j'essaie de défendre, il a porté sur l'éducation. Toutes les couches sociales se sont toujours saignées à blanc pour éduquer leurs enfants. On assiste donc à l'émigration de jeunes qualifiés.

Et la misère est importante. Quand on parle de pauvreté en Grèce, ce n'est pas les Restos du cœur de chez nous, c'est pire. Dans les quartiers populaires, ceux qui ont encore un emploi apportent des vêtements et de l'alimentation dans les écoles pour les enfants. Toute une solidarité infra-gouvernementale s'est mise en place. Mais combien de temps cela peut-il encore durer ?

Je ne suis pas persuadé que la restriction des budgets d'infrastructures soit une bonne chose. Je pense que la relance ne se fait pas à coups de points d'emprunt ou de déficit. C'est plutôt l'inverse.

La Grèce est paroxystique à cet égard. Ce que j'espérais, c'est que Syriza relève deux défis. Un défi intérieur : être capable de faire accepter l'électrochoc, de faire

prendre conscience à la société grecque qu'il faut enfin construire un État ? Établir un cadastre, par exemple. Quand on n'a pas de cadastre, on n'a pas d'assise foncière, on ne peut pas faire payer d'impôts fonciers. La société grecque est très réticente au cadastre parce que, chacun ayant un peu volé son voisin, ne pas avoir de livre de la propriété avantage tout le monde. On sait très bien que ce n'est pas un jeu à somme nulle, que c'est une erreur, mais est-ce que Syriza peut le faire comprendre ? Une partie de la société grecque est sans doute assez mûre pour l'accepter.

Le deuxième défi est international. Est-ce que Syriza peut convaincre l'Europe qu'il y a une autre voie que la rigueur pour sortir de cette crise ? Il faudrait laisser à la Grèce un peu de temps. Ces deux défis sont liés, même s'ils relèvent de domaines différents. Si on affaiblit trop la Grèce à l'extérieur, elle n'aura pas la latitude de faire ses preuves à l'intérieur. Il y a un effet d'image. Ma crainte, c'est l'humiliation. Il faut que l'on respecte les Grecs pour qu'ils aient les mains plus libres à l'intérieur. Car, pour employer le terme de Boris Cyrulnik, ce peuple a une forte résilience. Beaucoup plus que nous, qui sommes encore asservis à la société d'État. Tellement maternels par l'État que l'on crie au secours au moindre problème.

### Justement, notre État vient de produire une réforme territoriale. Qu'en pensez-vous ?

**G. B. /** D'abord, il faut distinguer les objectifs d'une telle réforme. J'en vois trois.

Le premier, c'est la gestion du quotidien. L'éducation, l'aide

sociale et, pourquoi pas, le logement. Il faut trouver des niveaux territoriaux suffisamment compétents. Ni trop éloignés ni trop proches. Je ne pense pas que l'on puisse gérer des collèges à 300 km, ni l'aide sociale à 200 km. Le deuxième est stratégique. Comment un territoire large se positionne-t-il dans ses vocations par rapport à l'Europe, au monde ? Il s'agit là de grands territoires, qui n'ont pas besoin d'une administration lourde, mais plutôt d'administrations de mission. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'élus, mais ce sont des stratèges, qui imaginent et voient en grand. Ils n'ont pas les mains dans le cambouis. Le troisième touche à la qualité du rapport entre le global et le local. Comment administre-t-on la démocratie locale ? Où s'arbitre-t-elle ? Sans doute dans des allers-retours entre le bas et le haut.

Ensuite, se pose la question de l'application de la réforme. Si on a une carte trop rigide, tout va être un peu mal fait : la gestion quotidienne, la stratégie et l'apprentissage démocratique de la vie locale et de la vie globale. D'où l'idée qu'il faudrait avoir le courage de casser le modèle révolutionnaire de 1789. La France était un puzzle continu : enfant, j'admirai la dernière page de l'Almanach des Postes, cet assemblage des départements. Aujourd'hui, le puzzle est devenu discontinu, et le problème n'est pas de passer de 22 à 13 régions mais d'avoir le courage de différencier deux systèmes. D'une part, la France des villes petites et

moyennes, où l'on a intérêt à garder les départements et les intercommunalités autour des villes. D'autre part, la France métropolisée avec un pouvoir métropolitain. Il me semblerait intéressant qu'il y ait le

territoire de la métropole, et le territoire périurbain et rural géré par le conseil départemental (cf. le Grand Lyon et le Rhône). Il faut se débarrasser de quelques couches du mille-feuille. Je suggère donc deux couples selon les territoires : métropole/communes et département/intercommunalités. Et là-dessus, on pourrait quand même avoir de grandes régions qui seraient des territoires de prospective, pas d'action.

### Et en ce qui concerne le Grand Paris ?

**G. B. /** À Lyon, la solution a été qualifiée de petit arrangement entre amis. À Paris, c'est plutôt un mauvais arrangement entre ennemis. Pour ma part, je suis un fervent défenseur des unités urbaines définies par la continuité du bâti. Dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, les limites de l'agglomération parisienne n'ont pas varié depuis quarante ans. Les ruptures de densité fondent le Grand Paris comme unité urbaine.

En tant que géographe, la densité est le seul outil que je connaisse qui rapporte rigoureusement un phénomène économique et sociodémographique à un espace : la densité et la continuité de l'unité urbaine. Une carte de densité est la seule représentation légitime. À cet égard, le Grand Paris des quatre départements centraux est un non-sens géographique. C'est un territoire illégitime par ses limites, et impertinent par ses compétences : le logement à la Métropole, les transports à la Région. Il n'y a pas d'unité. J'avais lancé le terme de « territoire institutionnel de projet » : le projet stratégique dans la zone dense et continue légitime l'institution qui le porte.





© Gehrings/Getty Images

Budapest

Aussi, pour l'instant, je suis circonspect vis-à-vis de la Métropole du Grand Paris, bien qu'elle soit nécessaire. De plus, elle a été pensée sur la base d'une carte politique qui s'est retournée depuis mars 2014. Quand on joue un jeu politique, en général il se retourne assez rapidement contre les auteurs des mauvaises actions.

#### Quelles villes aimez-vous ?

**G. B.** / Les villes que j'aime ne sont pas forcément les villes où j'aimerais vivre. New York, où j'ai enseigné, me fascine. Budapest m'époustoufle chaque fois, parce que j'aime les grands sites. J'aime Athènes, également en raison de la qualité de son site, à ne pas regarder de l'Acropole, mais du Lycabette, d'où l'on voit cette marée urbaine qui monte à l'assaut de la montagne, avec la mer au loin. Ce qui m'intéresse dans une ville, c'est son pouvoir de création permanente, d'*happening* comme à New York. J'aime aussi Hong Kong et Vancouver. Ce sont des villes qu'on embrasse d'un seul regard, ou presque.

#### Et parmi les villes françaises ?

**G. B.** / J'aime beaucoup Montpellier où l'un de mes fils est installé. C'est une ville plaisante à vivre. Elle a été très bien étudiée par un géographe, Raymond Dugrand, qui a fait sa thèse sur Montpellier, ville du vignoble, qui dominait par sa bourgeoisie de robe, magistrats, professeurs d'université, médecins. Dans son œuvre sur *Le Réseau urbain du Bas-Languedoc* (1963), Dugrand montre que si Montpellier règne sur la région, par rapport à Sète, Nîmes,

Alès ou d'autres villes, c'est parce que les propriétaires fonciers du vignoble languedocien y résident. C'est ce que j'appelle la « centralité interne ». Puis Raymond Dugrand devint l'adjoint à l'urbanisme de Georges Frêche, que j'admire en dépit de ses coups de gueule déplacés. C'était un grand maire. En tant qu'élu, Dugrand va – ce qui relève d'un certain courage intellectuel – aller à l'inverse de la démonstration de sa thèse. Il témoigne que Montpellier sera reconnue comme capitale et métropole du Languedoc, non pas par « centralité interne », mais par « centralité externe », dans la mesure où IBM, Agropolis, la recherche pharmaceutique, les hôpitaux, les lignes aériennes qui en partent, l'Opéra, assurent son rayonnement extérieur. C'est intéressant dans le cadre de la théorie urbaine parce que c'est le renversement de la centralité urbaine, le fait qu'une ville ne commande plus un territoire proche. C'est parce que Paris est reconnue par Tokyo, Hong Kong, New York ou Shanghai qu'elle est une ville mondiale, pas en tant que capitale de la France. / Entretien réalisé par **Antoine Loubière et Annie Zimmermann**

① Pierre Fougeyrollas (1922-2008), ancien résistant communiste, philosophe de formation, professeur de sociologie à l'université Paris 7, auteur de nombreux ouvrages dont un « Que sais-je ? » sur Marx (PUF, 1992).

② Pierre George (1909-2006), un des pères de la géographie française d'après-guerre.

③ Bernard Kayser (1926-2001), géographe (Université de Toulouse Le Mirail), spécialiste du monde rural.

④ Jean Dresch (1905-1994), ancien résistant, un grand « patron » de la géographie mondiale, président de l'Union géographique internationale.